

Fin d'une mission d'évaluation économique du FMI au Burundi

PANA, 19 décembre 2014 - Le FMI, examinant la performance économique du Burundi, donne la note de passage New York, Etats-unis - Le Fonds monétaire international (FMI) a effectué une mission d'évaluation économique au Burundi au cours de laquelle il a mené des discussions avec les autorités burundaises pour la sixième revue du programme économique et financier du gouvernement appuyé par le FMI, dans le cadre de la Facilité d'élargissement de crédit (Fec). Un communiqué du FMI transmis à la PANA à New York a indiqué jeudi que la mission du FMI, dirigée par M. Jaroslaw Wiczorek, a séjourné à Bujumbura, la capitale du Burundi, du 4 au 17 décembre.

Selon le communiqué, M. Wiczorek a déclaré : "La performance du Burundi dans le cadre du programme appuyé par la Fec a été globalement satisfaisante. Tous les critères de réalisation quantitatifs pour fin septembre 2014 ont été observés et le travail sur les réformes structurelles a avancé, bien que la mise en œuvre de certaines réformes ait pris plus de temps que prévu. "La croissance économique devrait atteindre 4,7 pour cent en 2014, soutenue par un rebond de la production de café et de l'activité de construction liée à la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures y compris les fibres optiques, l'hydroélectricité et les routes ". Il a toutefois noté que, suite à la baisse des prix mondiaux du carburant et des denrées alimentaires, l'inflation des prix à la consommation devrait s'améliorer et le taux d'inflation moyen pour l'année dans son ensemble devrait passer d'environ 8 pour cent en 2013 à 5 à 6 pour cent en 2014. Le responsable du FMI a également souligné que les perspectives économiques pour 2015 sont positives en disant : "La croissance devrait rester globalement au même niveau qu'en 2014, ce qui reflète les activités d'investissement public en cours notamment dans la construction des routes et la production d'énergie et le début de la phase pilote de l'exploitation minière de nickel. L'inflation en 2015 devrait être en moyenne de 5,5 pour cent. "Les mesures de recettes adoptées à la fin de juillet avec les recettes provenant de la vente des licences de télécommunications ont permis d'inverser le manque à gagner enregistré au premier semestre de l'année", a-t-il affirmé. "En conséquence, a-t-il poursuivi, les objectifs annuels de recettes et de déficit budgétaire sont à portée de main. En outre, les réformes dans la gestion des finances publiques ont avancé, avec des étapes-clés, notamment l'unification de la base de données des fonctionnaires et la promulgation d'une nouvelle loi sur la gestion de la dette publique. "Les autorités ont profité de la baisse des prix internationaux des carburants pour restaurer le mécanisme de tarification du pétrole qui contribuera à renforcer les ressources budgétaires dans la période à venir ", a souligné le chef de la délégation du Fonds. Le communiqué a noté que la mission a encouragé les autorités burundaises à maintenir la discipline budgétaire à l'approche des élections générales de 2015 et à laisser le taux de change répondre aux conditions économiques sous-jacentes y compris la récente appréciation du dollar américain pour protéger la stabilité externe et favoriser la compétitivité. "La mission s'est entendue avec les autorités sur les politiques pour 2015 et le programme de réforme qui pourrait être appuyé par une prorogation de la Fec à mars 2016 et le Conseil d'administration du FMI devrait examiner la révision et la prorogation du programme au début de 2015 ", a-t-il indiqué. Lors de la visite, la mission du FMI a rencontré le deuxième vice-président, Gervais Rufyikiri, le ministre des Finances, Tabu Abdallah Manirakiza, le ministre de la Présidence chargé des Affaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est, Léontine Nzeyimana de l'Énergie et des Mines, Come Manirakiza, le ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Annonciate Sendazirasa, le gouverneur de la Banque centrale, Jean Ciza, les membres du Comité des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat et d'autres hauts fonctionnaires de l'Etat. La mission a également eu des discussions constructives avec les membres de la communauté des donateurs, du secteur privé et des banques.